



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

## sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 2828

### Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Thierry Mariani, pour le groupe du RPR.

M. Thierry Mariani. Monsieur le Premier ministre, une fois de plus, nous sommes contraints de vous interpellier sur les très mauvais résultats de votre politique de lutte contre la délinquance. (Exclamations et rires sur plusieurs bancs du groupe socialiste.) Ca ne fait rire que vous, mesdames et messieurs !

Les gesticulations médiatiques et votre politique de faux-semblants inefficaces n'ont toujours pas permis d'inverser la tendance: l'insécurité continue de croître dangereusement. Ainsi, sur le premier trimestre 2001, la délinquance aurait augmenté de 10 à 20 % dans presque tous les départements. A titre d'exemple, dans le Vaucluse - ce sont les chiffres officiels - l'augmentation est de 17,3 % avec notamment une hausse de vols à la roulotte de plus de 31 %.

M. Alfred Recours. Mais que fait Mariani ?

M. Thierry Mariani. Face à cela, vous n'avez toujours pas apporté de réponse sérieuse et l'échec de votre politique est là pour le prouver. Les moyens accordés à la police et à la justice sont dérisoires. Même la police de proximité, qui vous sert systématiquement d'alibi, ne parvient pas à restaurer la sécurité. L'un de ses officiers avoue même dans un quotidien du matin: «En police de proximité, on n'a pas le temps pour l'investigation. On croule sous la paperasse, avec des procédures de plus en plus compliquées, et deux codes de procédure pénale pour soixante personnes.» Comment voulez-vous, dans ces conditions, monsieur le ministre, éviter ce triste constat: les trois quarts des affaires ne sont jamais résolues ?

Ma question est simple. Ne nous dites pas une fois de plus que vous en faites suffisamment. Les chiffres montrent sans cesse le contraire. Dites plutôt aux Français ce que vous comptez faire pour leur permettre enfin de jouir du plus élémentaire de leurs droits, la sécurité ! (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur pour une brève réponse.

M. Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur. Mesdames et messieurs les députés, à cette désormais traditionnelle question. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République,...)

M. Yves Fromion. Quel aveu !

M. le ministre de l'intérieur. ... je répondrai, une fois de plus, que le niveau de la délinquance est toujours trop haut, même s'il reste inférieur de ce qu'il a par exemple été en 1994, pic statistique en matière de délinquance - et vous savez qui était alors au Gouvernement.

Cela étant, cette situation n'est pas pour nous satisfaire et c'est pour cela que j'ai mis en place un certain nombre d'actions ciblées dans divers endroits où les actes de violence étaient caractérisés...

M. Jacques Myard. Parce qu'ailleurs ils ne le sont pas ?

M. le ministre de l'intérieur. ... par des phénomènes de bandes notamment. Les premiers résultats sont très encourageants. (Rires et exclamations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Mesdames et messieurs, si le démantèlement des noyaux durs de la délinquance qui déstabilisent les quartiers ne vous intéresse pas, je vous laisse à votre désintérêt ! (Protestations sur les mêmes bancs.)

M. Yves Fromion. Quel aveu ! «Résultats encourageants» !

M. René André. Mais significatifs !

M. le ministre de l'intérieur. Par ailleurs, vous l'avez souligné, la mise en place de la police de proximité se poursuit dans tout le pays et produit des effets attendus. Davantage de policiers sont désormais sur le terrain. Et si vous estimez que les moyens affectés à la police, notamment en effectifs, sont dérisoires, comment caractérisez-vous votre époque, où les effectifs étaient bien inférieurs ?

M. Jacques Myard. C'est faux !

M. le ministre de l'intérieur. Du temps du gouvernement de M. Juppé, vous n'aviez même pas prévu de remplacer les policiers partant à la retraite ! Non seulement nous les avons remplacés, mais nous avons résorbé l'écart et créé 3 300 postes de plus !

M. Jean-Michel Ferrand. Mais ils n'ont pas les moyens de travailler !

M. Thierry Mariani. Et vous voulez imposer les 35 heures !

M. le ministre de l'intérieur. Enfin, puisque vous avez parlé de statistiques, je redis que je suis favorable à la création d'un observatoire de la délinquance reconnu par tous (Rires et exclamations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République) afin de mettre fin aux polémiques inutiles que vous entretenez sur ce terrain.

Mesdames et messieurs les députés, la délinquance, l'insécurité doivent être combattues.

M. Jean-Michel Ferrand. Par l'incantation ?

M. le ministre de l'intérieur. Les policiers doivent être soutenus plutôt que d'être sans arrêt critiqués, ce que vous faites. C'est la politique déterminée que nous allons continuer, parce que l'insécurité mérite mieux que le traitement que vous lui accordez, c'est-à-dire la polémique et l'exploitation politicienne. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste ! Exclamations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Thierry Mariani](#)

**Circonscription :** Vaucluse (4<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement pour la République

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2828

**Rubrique :** Sécurité publique

**Ministère interrogé :** intérieur

**Ministère attributaire :** intérieur

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 30 mai 2001, page 3537

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 mai 2001